



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris le 04/02/2009

Des députés UMP ont présenté ce jour à l'Assemblée Nationale un rapport sur la question des drogues. Leur mesure phare est le classement du Subutex® au tableau des stupéfiants, proposition qui avait déjà couru en 2006, contre laquelle s'étaient élevées très unitairement de nombreuses associations et que le ministre d'alors Xavier Bertrand avait finalement écartée.

Depuis nous avons fait du chemin. La Caisse Nationale d'Assurance Maladie renforce son contrôle, la Commission Nationale Addiction a évalué le problème et proposé des réponses tournées vers le soin, les centres de soins, les centres d'accompagnement et les médecins libéraux qui accueillent et aident ceux qui ont besoin de ce médicament pour vivre mieux (ils sont 100.000 en France) ont affiné leur prise en charge.

A l'évidence, ces députés arqueboutés sur une position répressive (envoyer « un signal fort aux usagers et aux trafiquants ») ne sont pas intéressés par le travail des professionnels et ne s'informent pas de l'avancée des idées et de la science. Dans le cadre de la Commission Addiction, mise en place par la Direction Générale de la Santé, existe un groupe d'experts sur les traitements de substitution aux opiacés (TSO), dont les avis peuvent faire autorité. La politique du bâton, démagogiquement toujours attractive est totalement contreproductive en matière de santé publique et fait de nos bénéficiaires d'éternels boucs émissaires.

Nous réclamons au contraire un élargissement des dispositifs, un meilleurs accès aux traitements de substitution (autres molécules, autres galéniques), nous nous organisons face à cette urgence sanitaire qu'est l'épidémie d'hépatite C et qui exige que nos patients accèdent sans menace aux structures de soins. Les traitements de substitution coûtent cher à la sécurité sociale, lit-on dans ce rapport ! Sûrement moins que le traitement des maladies qui sont liées à des consommations clandestines et moins que la prison où on incarcère de plus en plus (cf la Conférence de Consensus sur les traitements de substitution en 2004).

Quand nos législateurs s'informeront ils sur ces politiques de Réduction des Risques que nous développons en France, qui existent partout dans le monde et ont fait leurs preuves tant en termes d'amélioration de la santé des usagers, qu'en termes d'ordre social ? Combien de temps encore, des positions idéologiques, moralisantes et irrationnelles persisteront et feront obstacle à une politique pragmatique, humaine, opérante, peu coûteuse et qui a fait ses preuves ?

SIGNATAIRES :

AFR : Association Française pour la Réduction des risques

ANITeA : Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie et Addiction

Médecins du Monde

ASUD : Auto Support des Usagers de Drogues

AIDES